



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Création d'un forage agricole d'une profondeur d'environ 150 m, destiné à l'irrigation de
cultures agricoles, à Courville (51)**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2, R122-3 et R122-3-1;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « SCEA LA BONNE MAISON - 51170 COURVILLE », reçu complet le 21 décembre 2020, relatif au projet de création d'un forage agricole d'une profondeur d'environ 150 m, destiné à l'irrigation de cultures agricoles, à Courville (51) ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2020/039 du 3 février 2020 portant délégation de signature de la Préfète de la Région Grand Est, Préfète du Bas-Rhin en faveur de M. Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté DREAL-SG-2020-19 du 9 juin 2020 portant subdélégation de signature de M. Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Pierre SPEICH, chef du service Évaluation Environnementale et de son adjoint M. Hugues TINGUY ;

Considérant la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°27 a) de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement «Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m» ;
- qui consiste en la réalisation d'un forage agricole d'une profondeur d'environ 150 m et d'un débit horaire d'exploitation de 120 m³/h, pour un volume annuel de 190 000 m³ ;
- qui, selon la productivité du forage, sera complété d'un deuxième forage à une distance d'environ 100 à 300 mètres, afin d'atteindre les paramètres d'exploitation visés ci-dessus ;
- qui est destiné à l'irrigation de cultures agricoles (lins, pois, haricots, pommes de terres, carottes, ...) d'une surface de 350 ha, sur une période de mai à septembre, 6 jours sur 7 et 20h par jour ;

Considérant la localisation du projet :

- parcelle cadastrale ZE 11, lieu-dit « Les Aigrefins / les Coutures » ;
- au droit des masses d'eau suivantes définies dans le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Seine-Normandie ;
 - masse d'eau libre FRHG106 « Lutétien - Yprésien du Soissonnais-Laonnois » dont l'état quantitatif est qualifié de « bon » et dont l'état chimique est qualifié de « médiocre » pour les paramètres nitrates et pesticides, dans l'état des lieux de 2019 du même SDAGE ;
 - masse d'eau libre FRHG207 « Craie de Champagne Nord » dont l'état quantitatif est qualifié de « bon » et dont l'état chimique est qualifié de « médiocre » pour les paramètres nitrates et pesticides, dans le même état des lieux ;
 - masse d'eau captive FRHG218 « « Albien-Neocomien captif » dont l'état quantitatif et chimique global est qualifié de « Bon » dans le même état des lieux ;
- Au sein d'une commune concernée par un Plan de Prévention de Prévention des Risques naturels (PPRn) au titre des glissements de terrain (Aléa moyen sur la zone d'implantation du projet), des cavités souterraines (Aucune cavité dans la zone d'implantation du projet) et des retraits / gonflements d'argiles (Aléa faible sur la zone d'implantation du projet) ;

Considérant les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures d'évitement et réduction qui seront mises en œuvre par le pétitionnaire :

- les impacts quantitatifs sur les masses d'eau qui peuvent être considérés comme non notables au regard de la disponibilité de la ressource ;
- les impacts qualitatifs potentiels liés à la création du forage et à son exploitation, pour lesquels le maître d'ouvrage est soumis à la réglementation sur les forages, en particulier l'« arrêté du 11 septembre 2003 [...] fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain [...] », prescriptions qui sont de nature à permettre de ne pas dégrader l'état qualitatif de la masse d'eau ;
- les impacts qualitatifs sur les masses d'eau souterraines liés à l'activité agricole (épandages de fertilisants et traitements par pesticides), pour lesquels **il revient au maître d'ouvrage de veiller** à :
 - ne pas aggraver la dégradation existante,
 - contribuer à la reconquête du bon état des masses d'eau ;
- les impacts liés à la sécurité, compte tenu de la situation du projet au sein d'une commune concernée par un Plan de Prévention de Prévention des Risques naturels (PPRn) pour lesquels le dossier ne comporte aucun élément et pour lesquels il revient au maître d'ouvrage de faire réaliser, dans le cadre de la procédure d'autorisation administrative, par un bureau d'études spécialisé, toutes les investigations permettant de garantir la prise en compte de ces risques par le projet ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et sous réserve du respect de ses engagements et obligations, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

Décide

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de création d'un forage agricole d'une profondeur d'environ 150 m, destiné à l'irrigation de cultures agricoles, à Courville (51), présenté par le maître d'ouvrage « SCEA LA BONNE MAISON », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le 25 janvier 2021

Pour le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Grand Est,
et par délégation,
l'adjoint au chef du service Évaluation
Environnementale,

Hugues TINGUY



Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à Madame la Préfète de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex
Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire - 246, bd Saint Germain - 75007 PARIS

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être adressé au : Tribunal administratif de STRASBOURG - 31 avenue de la Paix - 67000 STRASBOURG